

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Belle St-François 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

| | Un an | 6 mois | 3 mois |
|--------------------|--------|--------|--------|
| Suisse..... | Fr. 20 | 10 50 | 5 50 |
| Union postale..... | » 36 | 18 50 | 9 50 |

Prix du numéro: 10 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

LAUSANNE, 23 novembre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

Le ministre des affaires étrangères de Russie doit avoir quitté Paris hier soir, après une série de dîners à l'Elysée, au quai d'Orsay et à l'ambassade de Russie. Le Nord nous apporte la glose autorisée de son voyage.

M. de Giers, dit le journal officieux, est arrivé jeudi soir à Paris. Il a été accueilli dans le monde officiel et par l'opinion avec une sympathie empressée et cordiale. C'était à prévoir. Les journaux parisiens se montrent généralement très réservés dans leurs commentaires sur la portée politique de la visite de M. le ministre des affaires étrangères de Russie. L'un d'eux se contente même d'assimiler cette visite à celle de Monza. Il y a au moins entre ces deux événements cette différence visible que M. de Giers était en Italie pour sa santé lorsqu'il s'est entretenu avec M. di Rudini, tandis qu'il est venu en France. Si l'on a pu dire à bon droit que l'entrevue de Monza a été profitable à la cause de la paix générale, à plus forte raison peut-on rendre le même témoignage du séjour de M. de Giers dans une capitale où sa présence atteste la solidarité d'une entente, qui est désormais un des éléments essentiels et permanents de l'équilibre européen.

Ajoutons que M. de Giers est arrivé à Paris dans un bon moment, le jour même d'une victoire du ministère Freycinet, — victoire d'autant plus significative que, dans les conditions où elle se produit, elle résulte manifestement d'un courant de confiance et d'apaisement.

D'après le Nord, nous sommes donc au beau fixe.

M. de Giers, rentrant en Russie, sera ce soir à Berlin. Il dinera demain chez l'ambassadeur du tsar, comte Schouvaloff, avec le chancelier Caprivi et le baron Marschall, chef de l'office impérial des affaires étrangères.

L'ex-roi Milan avait quitté Belgrade au mois de mai sur les instances des régents, à deux conditions : il demandait un acompte d'un million sur les annuités de sa liste civile et l'éloignement de la reine Nathalie. Le million a été payé et la mère du roi expulsée manu militari, malgré une insurrection de la jeunesse de Belgrade.

Depuis, le roi Milan a continué ses frasques. Il était de nouveau « à sec. » La régence a su en profiter adroitement.

On se rappelle qu'au moment de son abdication l'ex-souverain avait fait introduire dans la constitution un article lui donnant un droit de contrôle sur l'éducation de son fils et d'intervention éventuelle dans les affaires de l'Etat. Il en avait usé et abusé. Il profitait de cet ingénieux prétexte pour venir à Belgrade dès qu'il n'avait plus le sou et « contrôlait » l'éducation de son fils jusqu'à ce que les régents, pour lesquels il constituait un sérieux embarras, eussent de nouveau rempli ses poches. Cela pouvait recommencer cent fois.

Les régents ont trouvé mieux à faire. Leur délégué, le conseiller d'Etat Dokitch a obtenu que l'ex-roi renonçât au bénéfice par lui stipulé dans la constitution. Il y a mis un beau prix, à ce qu'on assure. Cependant, le gouvernement de Belgrade est également décidé à liquider les immeubles de l'ex-roi. Ses propriétés sont estimées à près de quatre mil-

lions. Deux millions seront employés pour rembourser un emprunt à la banque du Volga, de Pétersbourg, et les deux autres millions seront versés à Milan par annuités. On ne songe pas sans frémir à ce qui pourra bien advenir quand cet argent sera mangé. L'ex-mari de la reine Nathalie n'ayant plus le droit d'ennuyer les ministres serbes en « contrôlant » l'éducation de son fils, « quelles pourront bien être ses ressources ? »

**

Les journaux des Etats-Unis, ceux surtout qui défendent la doctrine de Monroe interprétée par M. Blaine, ont une explication à eux des événements qui viennent ébranler coup sur coup les républiques de l'Amérique du Sud :

L'Angleterre, disent-ils, est décidée à empêcher, coûte que coûte, la réalisation du programme pan-américain. Tout ce qui se passe au Chili, au Brésil et ailleurs est le résultat d'une agitation systématique fomentée par le cabinet de Londres.

Au Chili, le président Balmaceda était le champion de cette réciprocité dont M. Blaine voudrait faire la base de la politique future du Nouveau-Monde. Il n'est pas démontré que le pan-américanisme économique de M. Balmaceda ait été la principale cause du soulèvement congressiste, mais il est certain que les adversaires de l'ex-président ont été soutenus par des influences anglaises. Cette alliance tacite ne pouvait avoir d'autre but que de rétablir la prépondérance commerciale de l'Angleterre au Chili, et les congressistes actuellement au pouvoir favorisent les intérêts britanniques, tandis que leurs journaux ne cessent de dénoncer et de ridiculiser la politique des Etats-Unis.

D'un autre côté, d'après les amis de M. Blaine la « conspiration monarchiste » qui a « motivé » le coup d'Etat de M. da Fonseca est le premier acte d'un drame analogue à celui qui s'est dénoué au Chili par le suicide du dictateur. Au Brésil, c'est M. da Fonseca qui représente le pan-américanisme économique ; il agit pour les Anglais d'étouffer dans le germe un mouvement qui menace de leur fermer le marché brésilien. Sous l'ancien régime ce marché était entièrement livré aux Anglais, et les commerçants britanniques ne sont pas de ceux qui renoncent sans lutte aux avantages d'une situation privilégiée. Aussi, les politiciens de l'entourage de M. Blaine se disent persuadés que la propagande anglaise est le principal obstacle à la consolidation de la République brésilienne. Pour reconquérir le marché brésilien, il faut que la République soit renversée et que les éléments hostiles à la politique du cabinet de Washington reprennent le dessus.

Sans doute, les Anglais préféreraient le rétablissement de la monarchie qui leur offrirait des garanties plus sérieuses dans les relations commerciales, mais, faute de mieux, ils se contenteraient d'une anarchie prolongée qui briserait l'unité nationale du Brésil et rendrait impossible toute entente avec les Etats-Unis.

Faut-il croire à ces combinaisons machiavéliques ? Les articles qui les dénoncent au chauvinisme yankee viennent fort à point pour échauffer les esprits contre l'Angleterre, à la veille des élections. Or, en Amérique, la haine de la ci-devant métropole a toujours été le grand levier électoral de tous les partis. Il n'est pas impossible que les républicains au abois se disposent à en user à grand orchestre pour consolider leur pouvoir vacillant.

Et puis rappelons-nous le proverbe sur la première poule qui chante. « Intrigues anglai-

ses, » dit-on à Washington ; « intrigues américaines, » pourrait-on répondre à Londres avec au moins autant de vraisemblance. Le congrès pan-américain, bien que promené en train de luxe du nord au sud et de l'est à l'ouest des Etats de l'Union par le gouvernement de M. Blaine, à travers des fêtes splendides dont on n'a pas perdu le souvenir, n'avait pas réussi. Mais l'intrigant ministre du président Harrison n'a pas pour cela renoncé à son but. Il n'est pas délicat sur les moyens. Les républiques du Sud répugnant à accepter un programme qui les annexe économiquement aux Etats-Unis et prépare leur annexion politique, rien n'est plus plausible comme de supposer que le gouvernement de Washington a employé vis-à-vis de gouvernants comme Balmaceda et Fonseca, les arguments les plus propres à briser leur résistance. L'appui prêt au dictateur du Chili par la flotte et la diplomatie américaines a fait scandale. C'est sans doute que Balmaceda était gagné au plan de M. Blaine. Et s'il en est ainsi avec le Brésil, n'est-ce pas fondé à supposer que les intrigues des Etats-Unis ne sont pas étrangères aux événements de l'Amérique du Sud ?

En tout cas l'explication de ces faits par une lutte d'influence commerciale entre l'Union et l'Angleterre mérite qu'on s'y arrête.

Rachat des chemins de fer.

La conférence Ostschweiz-Revue-Liberté, destinée à arrêter un programme pour le rachat des chemins de fer après le rejet de l'achat du Central par le peuple se réunira, dit-on, demain, 24 novembre, à Olten. Il s'agit, comme on sait, de convenir des termes d'une reprise de la question dès le lendemain du 6 décembre.

Le Nouvelliste vaudois dit à ce propos :

Il nous semble qu'avant de se jeter dans l'imbroglio de nouvelles combinaisons ferrugineuses, la Suisse romande devrait au moins attendre le vote du 6 décembre. Si la majorité contre l'achat du Central est écrasante, à quoi bon préparer des embarras au Conseil fédéral, aux Chambres fédérales et nuire à l'affaire du Simplon, qui nous intéresse au fond beaucoup plus que le rachat général ? Mais il semble que les destinées et l'avenir de notre pays, ses intérêts et tout ce qui lui tient à cœur, sont monopolisés entre les mains de quelques-uns. Nous craignons fort que ces derniers se laissent rouler encore une fois. Notre bonhomie proverbiale ne nous permet presque pas ces sortes d'aventures diplomatiques. En général, on se plaindrait d'enthousiasme, et l'on rentre les mains vides, pour remplir ensuite l'atmosphère de plaintes et de lamentations... sur la rouerie d'autrui.

Nous partageons cet avis.

Ce qui se passe actuellement montre d'une façon évidente que cette grosse question du rachat, non seulement n'est pas mûre, mais n'a pas même encore été suffisamment étudiée pour être portée devant l'Assemblée fédérale ou le peuple. Et néanmoins, voilà qu'on se dispose à formuler hâtivement un nouveau programme avant même qu'on sache ce qui adviendra des propositions de l'Assemblée fédérale soumises au referendum. Nous disons « hâtivement », car le programme de l'Ostschweiz n'est pas viable. On l'a dit déjà : ce qu'il a de bon n'est pas nouveau et ce qu'il a de nouveau n'est pas bon. Et ce n'est pas dans une conférence de quelques heures au buffet de la gare d'Olten qu'on l'améliorera. D'ausse graves questions demandent à être préparées avec plus de soin qu'on ne peut y mettre dans une conférence entre deux trains.

Et pourquoi serait-ce le canton de Vaud qui

attacherait ce nouveau grelot ? Nous n'avons donc pas encore fait assez de bêtises qu'il nous faille en commettre encore !

La Revue, répondant à l'article que nous avons publié vendredi sur la fusion, dit entre autres ceci :

Les négociateurs de la fusion, MM. Bory-Holard, président du conseil d'administration de la S.O.S., Colomb, directeur, et Vessaz, l'un des administrateurs de cette compagnie, ont agi pour le mieux selon les circonstances de l'époque.

Leur reprocher d'avoir écouté les propositions du groupe financier allemand, c'est oublier que le groupe français Hentsch, dont les affinités avec les amis de la Gazette sont bien connues, venait de tomber en déconfiture ensuite de la spéculation des cuivres et se trouvait incapable de remplir les engagements souscrits vis-à-vis du Simplon.

Il était du devoir des hommes qui avaient à cœur cette entreprise de chercher d'autres combinaisons et de ne pas refuser leur coopération à une fusion qui élargissait la base des intérêts du Simplon et assurait à celui-ci, en première ligne au Palais fédéral, des sympathies dont il avait le plus grand besoin. Nous l'espérons que l'avenir montrera que ce calcul était juste. Le résultat de la dernière conférence du Simplon, les assurances répétées de M. Weli, nous sont un gage que de ce côté un pas important a été fait. Le Simplon n'a plus à combattre avec le mauvais vouloir ou l'indifférence du temps jadis.

Il n'y a jamais eu affinité quelconque entre le « groupe français Hentsch » et la Gazette. La convention Hentsch a été traitée par MM. Vessaz et E. Ruchonnet exactement comme ils ont traité la convention Goldberger.

Nous avons combattu la première comme la seconde.

Sans doute, la convention Hentsch devenue impossible, les hommes qui avaient conduit le Simplon dans cette première impasse avaient l'obligation de l'en sortir. Mais nous contestons qu'il fallût pour cela se jeter dans les filets de M. Goldberger.

Quant à l'indifférence ou à la mauvaise volonté que le Simplon aurait trouvées à Berne, c'est une pure et simple légende. Déjà en 1879, le peuple suisse a voté 4 1/2 millions pour le Simplon et c'est aujourd'hui, avec le million de Berne, la seule subvention qui lui soit acquise. Et si elle la possède, ce n'est pas, cette fois, MM. Vessaz et E. Ruchonnet qui lui ont procurée ; c'est au contraire malgré l'inintelligente opposition de ces hommes qu'elle est inscrite au Recueil des lois de la Confédération. N'a-t-elle pas coûté leur siège au Conseil national à MM. Vautier, Mayor, Joly, Morel et Vourloud et feu M. Estoppey n'a-t-il pas failli, lui aussi, y perdre son fauteuil de député aux Etats ?

A chacun le sien, s'il vous plaît ?

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 22 novembre.

Le séjour de M. de Giers. — Au Parlement. — Toujours M. Lafargue. — Un scandale administratif. — A la Bourse.

C'est vendredi après-midi que M. de Giers a fait ses visites officielles, après avoir passé la matinée à l'ambassade de Russie et déjeuné chez ses fils, qui habite à la rue Marbeuf.

L'entrevue du ministre russe avec le président de la République a eu lieu à trois heures à l'Elysée, sans autre cérémonie que la présence de M. d'Ormesson pour introduire auprès de M. Carnot son illustre visiteur. En quittant l'Elysée, M. de Giers a été voir M. de

visage prit une expression de gravité inusitée ; Mme Vallencour, qui l'observait, en frémit, se demandant quel nouvel orage allait éclater dans leur intérieur, déjà suffisamment troublé.

D'un geste elle allait avertir son mari, afin qu'il la laissât seule avec leur pupille ; mais Lina la prévint.

— Ma chère madame, ma bonne amie, mon bon tuteur, dit-elle en tendant une main suppliante vers chacun d'eux, j'ai des excuses à vous faire.

Surpris et touchés, car Lina se montrait toujours très réservée dans les manifestations de son amitié, les deux époux s'approchèrent et se trouvèrent avoir la jeune fille entre eux.

— Oui, des excuses, et même cela ne suffira pas ; je ne sais comment je pourrai me faire pardonner...

— Ma chère mignonne, commençait Mme Vallencour, sans savoir de quoi il s'agit, vous pouvez être sûre...

— Non, fit Lina en secouant tristement la tête ; il faut que vous écoutiez mon histoire. Vous m'avez obstinément refusé votre consentement à mon mariage avec M. Bellet ; vous avez mille fois raison. C'est un malheureux fait cela, et je viens de le congédier.

— Vous avez fait cela ? s'écria Mme Vallencour, toute seule ?

Lina sourit faiblement.

— Oui, toute seule, et ce n'a pas été sans peine, car sans l'entrée de M. Tracy, je ne sais pas s'il m'aurait obéi. Bref, je l'ai congédié ; et maintenant, je vous remercie d'avoir si fermement pris le parti de la raison, de la dignité... enfin de tout ce qui est honorable.

Deux pressions de mains muettes répondirent à ce petit discours. Puis tout à coup :

— Je suis ravie, ma chère pupille, s'écria M. Vallencour, mais dites-moi, je vous en prie, à quoi vous avez pu reconnaître, toute seule, que M. Bellet était un malheureux homme.

Le visage de Lina se couvrait d'une rougeur ar-

Freycinet au ministère de la guerre, et M. Ribot au palais du quai d'Orsay. Il a déposé sa carte chez MM. Constans, Barbey et Rouvier, ainsi que chez M. de Laboulaye, ancien ambassadeur de France à St-Petersbourg. A cinq heures, il était de retour à la rue de Grenelle.

Le soir du même jour, M. de Giers a assisté à l'Elysée au dîner dont je vous ai déjà indiqué les principaux convives. Les autres étaient MM. de Montebello et de Laboulaye, le général Saussier et les officiers de la maison militaire du président de la République. Ce dîner a conservé un caractère intime et n'a été suivi d'aucune réception. M. de Giers s'est retiré à dix heures.

Hier, samedi, le ministre du tsar a reçu pendant la matinée divers diplomates et membres de la colonie russe. Il a déjeuné de nouveau chez son fils, puis il a reçu, à l'hôtel de l'ambassade, M. Ribot et M. de Freycinet, avec lesquels il a eu un entretien très prolongé. Une promenade en voiture dans les rues de Paris a rempli la fin de l'après-midi. Le soir, dîner au ministère des affaires étrangères. Ce matin, enfin, M. de Giers a assisté au service religieux à l'Eglise russe de la rue Daru, puis il a déjeuné chez M. de Mohrenheim, où il s'est rencontré de nouveau avec M. Ribot.

Voilà pour les détails matériels, dont l'intérêt est bien inférieur à celui de toutes les conjectures qui peuvent se faire sur le but réel de ce voyage et la portée des conversations entre le représentant du gouvernement russe et les membres du gouvernement français. A cet égard, nous ne sommes pas plus avancés ici que vous ne l'étiez vous-mêmes lorsque vous analysiez dans la Gazette les différentes hypothèses qui se présentent naturellement à l'esprit.

Y a-t-il un traité signé ? Y en aura-t-il un ? M. de Giers est-il venu mettre la dernière main à la forme à donner à l'entente franco-russe ? Ou ne s'est-il rendu à Paris que pour ne pas laisser l'Europe sous l'impression de sa visite en Italie ? A-t-il tenu à voir lui-même les hommes qui dirigent la République avec laquelle le tsar a noué des relations intimes, et à visiter la France qu'il ne connaissait pas encore personnellement ? Tout autant de questions — et il y en a bien d'autres — qui ne seront sans doute pas résolues d'un certain temps. Les commentaires de la presse sur ce thème montrent en tout cas que le séjour de M. de Giers à Paris est apprécié partout comme un événement important.

Les séances législatives de samedi n'ont pas à nous arrêter longtemps. Au Sénat, M. Tirard a continué la campagne libre-échangiste contre le projet de tarifs. A la Chambre, suite de la discussion du budget. On en est aux postes et télégraphes, dont tous les articles ont été adoptés, et l'on passe au budget de l'intérieur.

La seconde interpellation Basly, qui devait porter sur l'interdiction, faite par les compagnies aux délégués mineurs, de descendre dans les mines où le travail a cessé, n'aura pas lieu. Le ministre des travaux publics a donné en effet satisfaction à l'interpellateur, en faisant inviter les maires à constater les infractions à la loi de 1890.

Dans l'affaire Lafargue, on annonce que le député de Lille a fini par retrouver le certificat d'immatriculation de son père au consulat de France à Cuba. Cette pièce, dont les journaux publient le texte, semble devoir mettre fin à la querelle. Si M. Lafargue père était Français,

dente. C'était là le châtiement d'avoir à raconter la scène qui l'avait éclairée sur la véritable valeur de Bellet ! Mais elle était aussi brave que droite, et elle parla courageusement.

— Je n'avais pas tout à fait confiance en lui, dit-elle ; je sentais bien que sa façon d'agir n'était pas loyale ; il me semblait que dans les circonstances où nous étions, tant que vous n'aviez pas donné votre consentement, il n'aurait pas dû me faire en public une cour aussi assidue. Plusieurs fois j'avais été sur le point de le lui dire, et puis...

— Vous n'aviez pas osé ? suggéra Mme Vallencour.

— Ce n'est pas seulement cela... vous m'avez dit que vous me pardonniez, chère madame, j'avouerai jusqu'au bout : votre opposition me détournait de tout ce qui eût paru une concession à vos idées... C'est très vilain, très mesquin, je vous assure que j'en suis fort honteuse !

— Il s'est pourtant passé autre chose ? demanda Mme Vallencour, après avoir embrassé la pénitente.

— Oui ! fit courageusement Lina en relevant la tête. M. Bellet est venu, m'a trouvée seule, m'a parlé de son amour, m'a pris la main... Et alors, chère et bonne amie, je ne peux pas vous expliquer cela ! Mais quand j'ai vu ma main dans la sienne, j'ai senti, j'ai compris que cet homme me faisait horreur, et que jamais je ne pourrais être sa femme.

— Pourquoi ? demanda M. Vallencour, très grave. — Parce qu'il retenait ma main malgré moi, parce que... je ne sais pas, rien de pareil ne m'est jamais arrivé, mais je sais, je suis sûre qu'un homme honorable ne se conduit pas ainsi avec une jeune fille qu'il respecte ; et si un homme ne respecte pas une femme avant de l'épouser, que sera-ce après ?

— Bien parlé ! fit M. Vallencour en se levant. Et ensuite ?

— Ensuite... je n'étais pas gracieuse, comme

FEUILLETON DE LA GAZETTE

L'HÉRITIÈRE

par HENRY GRÉVILLE

— Mais allez-vous-en donc, monsieur ! fit Lina d'un air de colère résignée, qui parlait beaucoup en faveur des changements survenus dans son caractère, jadis si entier.

— Nous sommes seuls ! Vous avez eu peur ? fit Bellet en se rapprochant.

Elle le toisa avec un incommensurable mépris.

— Pour ? de quoi ? fit-elle en redressant la tête.

— Personne ne nous a vus, continua le pleureur, un peu intimidé, quoi qu'il en eût.

— Je n'ai jamais peur, dit Lina, avec une hauteur telle que son amoureux comprit subitement l'horreur de sa destinée. Jamais peur, pas même de vous, monsieur ! Je vous prie seulement de me laisser seule.

On entendait les promeneurs causer sous les fenêtres ouvertes.

— Mais vous me permettez de vous revoir... bientôt ? ce soir même ? dit-il humblement.

— Monsieur, fit Mlle Lemartroy, — le timbre de sa jolie voix avait pris des sonorités de clairon, — il y a eu entre nous un malentendu qui a trop duré ; je vous ai pris pour ce que vous n'étiez pas ; vous venez de me prouver que vous vous abusez également sur mon compte.

— Moi... m'abuser ! Ne vous l'ai-je pas dit ? je vous adore...

— Précisément. On n'adore pas... de cette façon-là la jeune fille dont on veut faire sa femme... Je ne vous connaissais pas, monsieur... je vous connaissais maintenant... et je suis fâchée de ma découverte.

— Pour un malheureux baiser ? répartit Bellet, en devenant cynique.

— Pour un malheureux baiser, mon Dieu, oui ! rétorqua Lina avec une cruelle ironie. Il y a là des choses qui, venues mal à propos, sont des offenses ; mais brisons là. Vous voulez être fixé sur mes sentiments, vous l'êtes.

— Vous voilà bien savante sur les vôtres, mademoiselle ! fit grossièrement Aristide.

— Je m'en vante, répliqua fièrement Mlle Lemartroy. Jusqu'à ce jour je ne savais pas ce que c'était que le mépris, que le dégoût ! A présent, je ne m'y tromperai plus. Mais allez-vous-en donc, monsieur ! Faudra-t-il vous le dire une quatrième fois ?

Bellet allait répondre quelque chose, lorsque la porte s'ouvrit et Tracy entra.

Une expression de soulagement et de joie illumina le visage de Mlle Lemartroy. Au bruit de ce pas masculin, Aristide avait compris qu'il devait battre en retraite. Payant d'audace, il s'inclina devant son ex-fiancée et lui dit d'un ton patelin :

— Je vous en supplie, mademoiselle, ne nous manquez pas ce soir !

Elle répondit par un signe de tête hautain. Il sortit en jetant un regard plein de fiel sur le jeune officier de marine.

Devant Tracy, Lina resta fort embarrassée. La table à ouvrage gisant sur le parquet était la preuve irrécusable d'une vivacité peu compatible avec la dignité d'une jeune personne qui reçoit la visite d'un poète à la mode du jour, — aux bords de mer.

— Asseyez-vous, monsieur, dit-elle pourtant ; M. et Mme Vallencour vont rentrer, je pense...

Elle s'était baissée pour ramasser les objets épars.

— Permettez, fit Tracy en se précipitant vers l'élegant gâchis étalé à ses pieds.

Dans la hâte qu'ils apportaient tous deux à réparer le désordre, leurs mains se heurtèrent ; Tracy retira aussitôt la sienne, une vive rougeur envahit le visage de Lina. Était-il possible que l'instant d'auparavant Bellet se fût permis...

la nationalité de son fils se trouve par là même établie, bien qu'une partie de la presse réclame encore la preuve que M. Paul Lafargue ait fait, lors de sa majorité ou depuis, un acte quelconque pour réclamer sa qualité de Français.

Cette prétention ne se justifie en rien. Le fils d'un Français, né à l'étranger, est Français, sans avoir besoin de revendiquer cette nationalité. Mais si le député socialiste doit triompher sur ce point, toute cette polémique n'en aura pas moins porté une forte atteinte à son prestige, en raison de ses étonnantes contradictions et du fait démontré qu'il n'a pas porté les armes en 1870. A cet égard, M. Lafargue vient de donner une mauvaise raison de plus, en prétendant que, comme beaucoup de républicains, il n'avait pas cru devoir « servir l'empire. »

A noter, l'éreintement de M. Lafargue, qui a paru l'autre jour dans le *Gil-Blas* sous la signature de Jaqueline. Pourquoi Mme Séverine lance-t-elle toutes les foudres de son ironie sur le député socialiste, c'est ce que je ne me charge pas de vous expliquer : toujours faut-il en conclure que même pour les défenseurs altérés de la classe ouvrière, le fait d'être un orateur habitué de meetings socialistes ne saurait fournir une dispense suffisante d'une présence sous les drapeaux lorsqu'il pouvait être dangereux de réclamer la qualité de Français.

Il est question ce matin d'un gros scandale parmi les fonctionnaires du ministère de l'intérieur. Quelques journaux désignent nominativement M. Herbet, conseiller d'Etat, ancien directeur du service pénitentiaire et frère de l'ambassadeur de France à Berlin, comme impliqué dans une affaire de faux en écritures publiques. Le bruit a même couru que M. Herbet venait d'être arrêté, mais il paraît qu'il a seulement subi un interrogatoire prolongé chez un juge d'instruction et que, d'après son dire, l'affaire ne le concerne pas personnellement. Nous y reviendrons lorsqu'un peu de lumière aura éclairci ce mystère.

La semaine s'est terminée à la Bourse en forte reprise. La hausse pendant deux jours a été même assez accentuée, sous l'influence des rachats des vendeurs, pour qu'on ait pu concevoir quelques doutes sur la solidité de ce mouvement. Les rentes françaises et russes ont été au premier rang dans cette reprise. Le russe nouveau est revenu à un point près à son cours d'émission, regagnant ainsi plusieurs unités en deux séances.

Hier, la clôture était un peu moins chaude. Un temps d'arrêt dans cette campagne se serait en tout cas désiré, mais il est difficile de discerner si c'est seulement cela, ou si les rachats effectués, on va se retrouver dans une situation analogue à celle des semaines précédentes.

Le *Temps* publie la note officieuse que voici :

Une série de fausses nouvelles concernant M. Herbet, ancien directeur des services pénitentiaires au ministère de l'intérieur, actuellement conseiller d'Etat, ont été publiées, ce matin, simultanément, dans un grand nombre de journaux.

On prétendait que cet honorable fonctionnaire était l'objet de poursuites pour malversations, qu'il aurait été mandé hier au Palais de Justice par le juge d'instruction. Quelques-uns même allaient jusqu'à affirmer que M. Herbet avait été arrêté.

Nous sommes en mesure d'affirmer, de la façon la plus absolue, que ces nouvelles sont radicalement fausses. On ignore quelle en a pu être l'origine : rien, en effet, ne s'est produit qui permit un seul instant de considérer ces bruits calomnieux comme ayant un degré quelconque de fondement.

Nous pouvons garantir qu'aucune instruction n'est ouverte contre M. Herbet, que ce fonctionnaire n'a jamais été mandé chez un juge d'instruction quelconque ; bien plus : M. Herbet n'a pas quitté hier son domicile, retenu qu'il était par un travail pressé.

On se demande comment des bruits de ce genre ont pu se répandre avec cette rapidité et être accueillis aussi facilement.

Le seul fait qui se rattache à l'ordre d'idées qu'on a essayé d'accréditer contre M. Herbet, et qui n'a aucun rapport avec la gestion de ce dernier, c'est l'arrestation, qui vient d'être opérée, d'un ancien commis greffier du Dépôt, à Paris, et d'un commis d'entrepreneur, qui s'étaient entendus pour majorer le prix des journées des détenus, de manière à profiter des sommes provenant de cette majoration.

Ajoutons d'ailleurs qu'à l'occasion de la discussion du budget de l'administration pénitentiaire, — qui vient précisément à l'ordre du jour de la Chambre de

demain, — M. le ministre de l'intérieur se propose de donner des explications qui réduiront à leur juste valeur les allégations portées jadis contre l'administration de M. Herbet.

NOUVELLES POLITIQUES

— Le comte Henri de Cathelineau, petit-fils du chef vendéen, est mort samedi à Squvidan (Finistère). M. de Cathelineau était un ardent légionniste. Mêlé à la campagne de Vendée sous les ordres de la duchesse de Berry, lui-même fut condamné à mort. Il prit part à la guerre civile de Portugal en faveur de dom Miguel. En 1870, il forma un corps franc et reçut de Gambetta le titre de général auxiliaire. Il se conduisit, lui et sa troupe, avec une bravoure à laquelle nul n'a refusé de rendre hommage.

— La majorité du Reichstag allemand a l'intention de voter l'urgence pour la proposition de loi sur la réforme des opérations de Bourse.

— Le *Vorwärts* (socialiste) dit que le nombre des Allemands qui, dans le courant de l'année dernière, se sont soustraits par l'émigration à l'obligation de servir dans l'armée s'est élevé à 35,000.

— Le roi d'Italie, accompagné des ministres de la marine, de la guerre et de l'agriculture, a passé samedi en revue l'escadre, composée de quatorze bâtiments de guerre italiens ancrés dans le port de Palerme.

— L'endroit où a péri le capitaine de Gravenreuth ne s'appelle pas Buika, mais Buca ou Buca, le plus grand village de la tribu des Bakwili, dans la partie sud de la colonie de Cameroun, à huit heures de marche au plus de Victoria.

Un télégramme confirme que le capitaine a été tué dans une rencontre avec les Bakwili. La *Gazette de Cologne*, dans ses premiers commentaires sur l'événement, ne croit pas que cette rencontre entre l'officier allemand et les indigènes ait pour cause l'expédition même de Gravenreuth du sud de Cameroun à la station de Jaunde. Le capitaine aura bien plutôt jugé nécessaire d'aller faire une opération de police, absolument indépendante de son expédition, pour mettre fin aux tracasseries des Bakwili à l'égard de certains fonctionnaires allemands.

— M. de Schmerling avait envoyé à l'empereur d'Autriche sa démission de président de la cour suprême. Malgré le grand âge de M. de Schmerling (il est né en 1805) François-Joseph avait hésité assez longtemps à faire droit à cette demande ; la *Wiener Zeitung* annonce que cette démission est acceptée. Ainsi rentre dans une retraite définitive le chef de l'ancien parti centraliste autrichien. Ministre en 1848 de l'archiduc Jean, qui venait d'être nommé par le Parlement de Francfort vice-roi de l'empire ; membre du cabinet qui rétablit l'ordre à Vienne à la suite de la révolution de 1848, et ministre d'Etat de 1860 à 1865, M. de Schmerling avait de tout temps travaillé à faire de l'Autriche une grande puissance allemande et il n'avait jamais voulu admettre les idées fédératives, voire même le régime inauguré en 1867 par M. de Beust et qui règne encore.

— Des bruits de crise ministérielle circulent à Budapest et à Vienne.

On a raconté d'abord que le comte Kalnoky, mécontent des commentaires sur le discours impérial, dont il se considère comme responsable, aurait l'intention de quitter les affaires. Il recevrait à titre de compensation la charge de grand maître de la cour, remplie actuellement par le prince Constantin de Hohenlohe, qui se sent malade et fatigué. Le successeur de M. de Kalnoky au Ballplatz serait M. de Kallay, qui garderait l'administration supérieure de la Bosnie-Herzégovine, dont il est chargé depuis plus de huit ans.

D'autre part, on prétend que M. de Gautsch, ministre de l'instruction publique, recevrait un poste élevé dans l'administration. Sa sortie du cabinet appaierait les groupes des Sloènes et des Polonais, très mécontents des tendances germanophiles du ministre. M. de Gautsch serait remplacé à l'instruction publique par le comte Schönborn ; celui-ci céderait le portefeuille de la justice à Steinbach, actuellement ministre des finances, et, enfin on attribuerait ce dernier département à M. de Plener, le chef de la gauche libérale allemande.

Tous ces bruits demandent confirmation, surtout en ce qui concerne M. de Kalnoky, lequel vient d'être l'objet des manifestations les plus flatteuses à l'occasion du dixième anniversaire de son entrée aux affaires.

— Le traité de commerce italo-autrichien a été signé vendredi matin à Munich. Les délégués du gouvernement italien sont repartis le soir même pour Rome.

— Le gouvernement russe vient d'achever la série des mesures protectrices qu'il a dû prendre successivement, afin d'empêcher les populations de l'empire, souffrant des suites déplorables d'une mauvaise récolte, d'être privées de moyens de subsistance. Depuis le 1^{er} novembre, l'exportation de toutes les céréales, le froment excepté, était interdite. Un oukase publié samedi prohibe également l'exportation du froment.

de l'œil, s'écria d'un ton tragi-comique :

— Non, n'emporte pas ta canne, je t'en prie !

Tous trois éclatèrent de rire ensemble, et M. Vallencour disparut ; après quoi, Mme Vallencour ouvrit tout grands ses bras maternels à Lina, qui s'y jeta en pleurant de vraies larmes, cette fois, et bien amères ! Larmes d'orgueil blessé, de regret pour les bons sentiments perdus, et, après quelque temps, plus douces et même bienfaisantes, des larmes de reconnaissance pour la délicate tendresse qui s'ingéniait à la consoler.

XX

La salle du casino était tout à fait pleine ; un gai bruissement d'éventails, de robes soyeuses, de voix fraîches annonçait qu'on était venu avec l'intention de s'amuser. Un essaim de jeunes filles en robes claires, escortées de cavaliers galants, se préparait à quitter entre la première et la seconde partie du concert, dès que Bellet aurait décliné ses vers, et, en attendant que le moment fût venu, jasant à perdre haleine.

L'orchestre entama l'ouverture de la *Dame blanche* et la termina au milieu d'un brouhaha parfait ; un monsieur maigre, en cravate blanche, vint ensuite chanter un morceau ; puis une demoiselle joua une nocturne de Chopin, et le concert déroula son programme, au milieu de l'ennui morne qui accompagne presque inévitablement les concerts d'amateurs.

Par instants, Cécile jetait un regard inquiet dans la salle. Au lieu de se joindre à l'escadrille des quêtuses, Lina était restée à sa place, entre M. et Mme Vallencour, bien gardée, inabordable ; de ce côté pas de crainte. Mais Bellet pouvait entrer dans la salle, et faire manquer par sa présence le plan de campagne si malicieusement élaboré par Léo.

Pendant l'exécution du cinquième morceau, celui-ci appliqua son œil droit sur un petit tour ménagé tout exprès dans le manteau d'Arlequin, sur la scène, et dignement de cet œil unique dans la direction de Cécile.

O miracle de l'amour ! Le nez retroussé de la

Le procès de demain.

Paris, 22 novembre.

C'est mardi que l'archevêque d'Aix comparait devant la cour d'appel de Paris. L'affaire suscitait certainement une grande curiosité. Les mesures d'ordre prises par le commandant du Palais de justice sont très sévères. Les couloirs menant à la salle d'audience seront gardés, et l'accès n'en sera permis qu'aux personnes qui doivent assister à l'audience, ainsi qu'aux curieux qui arriveront les premiers pour occuper l'enceinte réservée au public. Il paraît que des groupes de fidèles avaient projeté de faire une manifestation en faveur de l'archevêque à son entrée dans le palais. C'est cela qu'on veut empêcher.

L'accusé est arrivé ce matin à Paris. Le voiture du cardinal-archevêque de Paris l'attendait à la gare. Mgr Gouthe-Soulard y a pris place et s'est rendu immédiatement à l'archevêché où ses appartements étaient préparés.

Devant le tribunal le prélat ne parlera, dit-on, que cinq ou six minutes.

« Nous avons reçu de toutes parts, dit le vicaire-général de l'archevêché aux reporters, des lettres de félicitations qui, réunies, formeraient au moins une dizaine de volumes in-octavo. Nous avons pris les plus belles, les plus touchantes, les plus marquantes de ces lettres, le « dessus du panier » et nous en avons fait un volume qui paraîtra chez Dentu le lendemain du procès, c'est-à-dire mercredi. » Ce volume aura pour titre : *Mon procès. — Mes avocats.* Il sera vendu au profit de l'asile que l'archevêque fait élever en ce moment à Aix pour les petites-sœurs des pauvres.

Le spectacle du prétoire, avec les robes rouges des juges, les robes noires des avocats et la robe violette de l'accusé, sera assez curieux et assez rare.

Les événements du Brésil.

Cologne, 21 novembre.

L'un des personnages les plus considérables du Rio-Grande-du-Sul, M. Silveira Martins, vient de donner sur cette province à un rédacteur de la *Gazette de Cologne* quelques renseignements de nature à nous éclairer sur la crise que traverse actuellement le Brésil. M. Silveira Martins, qui était sénateur au moment où l'empire fut renversé, a été exilé par le maréchal da Fonseca, et il est certainement l'un des hommes dont l'opinion peut le plus justement faire autorité.

« Le Rio-Grande-du-Sul, dit-il en substance, n'est en aucune façon séparatiste, et ce n'est pas un mouvement séparatiste qui y a éclaté. Cette province est particulièrement avancée ; aussi a-t-elle supporté malaisément la tyrannie du maréchal da Fonseca ; elle avait, à plusieurs reprises, pensé à se soulever depuis deux ans ; le renvoi du Parlement a fait éclater au grand jour le mécontentement qui couvait et l'insurrection. La solution de la crise qu'elle préférerait serait un arrangement à l'amiable avec le maréchal et sa renonciation au pouvoir ; mais il y a peu de chances qu'il se prête à cette combinaison ; aussi a-t-elle été obligée d'user de la force. Elle négocie avec les autres provinces mécontentes et espère, avec leur concours, arriver à renverser le dictateur, ce qui ne serait peut-être pas trop malaisé ; tout cela d'ailleurs sans aucune idée de restauration monarchique : il y a beaucoup de monarchistes dans le sud, mais ils sont tout disposés à faire plier leurs propres sentiments devant l'intérêt général.

« Ce n'est qu'en dernière extrémité, et pour échapper à une tyrannie qui ruine le pays, que le Rio-Grande-du-Sul se déciderait à se séparer du reste de la république ; mais, quelle que soit son assurance de réussir, s'il tentait l'aventure, il souhaite ardemment n'en pas arriver là ; tel est le sentiment général. »

Lisbonne, 21 novembre.

Le comité des insurgés de Porto-Alegre a envoyé des circulaires à tous les commandants de garnisons et aux gouverneurs civils des différentes provinces du Brésil, les invitant à nommer une Junta provisoire qui prendra la direction du mouvement insurrectionnel contre le président da Fonseca.

En même temps, des lettres particulières qui viennent d'arriver à Lisbonne donnent les détails suivants :

« Le maréchal de Fonseca est très malade et le baron Lucena reste le seul maître de la situation avec M. Mayrinc.

« La mort du maréchal est attendue d'un moment à l'autre. La garnison de Rio a, paraît-il, l'intention de proclamer dictateur le général Almeida Baret, dans le cas où da Fonseca mourrait ; mais les officiers de marine s'y opposent. Ils déclarent que la constitution n'a pas cessé d'être en vigueur, et ils veulent que le pouvoir exécutif soit transmis au vice-président constitutionnel, le général Floriano Peixoto. »

La crise espagnole.

Dépêches du *Temps* :

Madrid, 22 novembre.

Hier, au conseil des ministres, M. Silveira, ministre de l'intérieur, a réitéré sa démission, déclarant qu'il ne voulait pas, par sa présence dans le cabinet, retarder la réconciliation de M. Romero Robledo avec le parti conservateur. Le ministre de la justice, M. Villaverde, a offert également sa démission, conseillant à ses collègues d'en faire autant pour faciliter la solution de la crise. Tous les membres du cabinet ont mis alors leurs portefeuilles à la disposition de M. Canovas.

jeune fille se tourna aussitôt de ce côté, et elle comprit, oui, elle comprit exactement tout ce que disait cet œil.

Il clignait fantastiquement, avec des éclats de joie extraordinaires ; et Cécile traduisait pour elle seule ce langage muet.

— Bellet est en mains sûres, il n'entrera qu'un bon moment. N'ayez pas peur, — je commence !

La dame qui chantait abaissait son cahier, laissant voir son visage un peu congestionné par l'effort des dernières notes ; les applaudissements partirent de tous les coins de la salle, avec les tapotements de canne des hommes résolus à faire leur devoir jusqu'au bout ; puis la dame fut remplacée par deux domestiques, qui apportèrent une table recouverte d'un grand tapis. Un soupir d'aise fit frémir tout l'auditoire : on allait donc enfin s'amuser.

Léo parut en habit noir, sérieux, irréprochable ; son entrée fut saluée par des applaudissements chaleureux. Depuis un mois qu'il remplissait Dinard de facéties joyeuses, il avait conquis la sympathie universelle. Grands et petits lui savaient gré d'être toujours prêt à faire plaisir à tout le monde.

Il salua, remercia, mit la main sur son cœur, et le fou rire partit de tous les rangs. Quand le public se fut calmé, il entra en fonction, accomplissant avec une dextérité rare des tours ingénieux, et saupoudrant son boniment de remarques saugrenues, qui provoquaient à chaque instant des éclats d'hilarité.

Quand il eut épuisé la série de ses exercices, il s'approcha du trou du souffleur, son chapeau haut de forme à la main.

— Mesdames et messieurs, dit-il, une muse généreuse a voulu participer à notre bonne œuvre ; sans préjudice des beaux vers que vous entendrez tout à l'heure et qui sortiront de la bouche de M. Bellet ; elle s'est mise au service d'un pauvre escamoteur, et elle fait pleuvra sur l'honorable assistance un déluge d'alexandrins, faits pour tirer des larmes de vos yeux et de l'argent de vos poches.

vas, qui a déclaré que la crise avait pris un caractère politique tel que lui aussi remettrait sa démission à la reine-régente après lui avoir expliqué la situation politique et la nécessité de reconstituer totalement le cabinet.

Après le conseil, M. Canovas s'est rendu au palais et a eu une entrevue d'une heure et demie avec la régente, qui l'a chargé de former un nouveau ministère. M. Canovas arrêtera la composition du cabinet après avoir consulté le maréchal Campos, M. Romero Robledo et M. Elduayen, ce dernier attendu demain à Madrid.

Madrid, 22 novembre.

M. Romero Robledo refuse le portefeuille de l'intérieur, que lui offre M. Canovas. Il paraît que l'idée de faire entrer M. Robledo dans le cabinet est due aux démarches personnelles de M. Canovas et du maréchal Campos, qui lui auraient fait comprendre qu'il fallait payer de sa personne pour calmer la majorité conservatrice, peu satisfaite de voir sacrifier M. Silveira et de voir se réaliser la coalition avec les dissidents séparés du parti depuis la mort du roi Alphonse en 1885.

La presse conservatrice parle de la crise d'une façon réservée ; la presse libérale et républicaine lui attribue une grande signification et une grave importance pour l'avenir et la discipline du parti conservateur, puisqu'elle marque une évolution en arrière vers les éléments qui dominèrent dans les premiers cabinets de la restauration sous Alphonse XII.

Le mouvement ouvrier.

Dorignies, 21 novembre.

M. Jouveveau, secrétaire général du syndicat du Nord, vient d'adresser un appel aux mineurs d'Angleterre, de Belgique, d'Allemagne et d'Autriche.

Ce document rappelle qu'un congrès de Paris les délégués étrangers ont dit : « Il n'y a plus de frontière entre nous ; nous marcherons avec vous aux seules conquêtes qu'un travailleur honnête peut rêver : la justice et la liberté dans le travail. »

Après avoir demandé aux mineurs étrangers de ne travailler que pour les besoins stricts de leurs compagnies, afin d'éviter l'entrée en France du charbon étranger, M. Jouveveau ajoute :

« Nous sommes 50,000 qui venons vous dire : Par-delà vos frontières, tendez-nous cette main loyale que nous avons serrée avec tant d'effusion au dernier congrès ; ayez pitié de nos femmes et de nos enfants qui souffrent parce que le chef de la famille ne peut pas obtenir justice et repand sa sueur en pure perte.

« Frères, soyons unis. A bas les frontières ! A bas la haine des peuples ! A bas tout ce qui peut diviser les travailleurs ! »

Douai, 21 novembre.

Le comité des houillères accepte la proposition d'arbitrage du ministère.

Lens, 21 novembre.

La question de l'arbitrage continue à préoccuper tous les ouvriers. Il y a déjà une majorité acquise contre la proposition gouvernementale ; mais le principe ne sera pas repoussé : on tiendra seulement à ce que les parties en cause soient représentées au conseil arbitral par des délégués librement choisis par elles.

La journée de samedi a été très mouvementée en raison de la paye de quinzaine, qui commençait dans presque tous les charbonnages.

INFORMATIONS DIVERSES

— L'influenza a envahi la ville de Dusseldorf, sur le Rhin, avec une violence extraordinaire. On écrit à la *Germania* qu'il n'y a presque pas une maison de cette ville où il n'y ait des personnes atteintes de cette maladie.

— Les consuls allemands au Canada ont informé le ministère des affaires étrangères que le gouvernement canadien avait l'intention, en 1892, de favoriser pécuniairement l'émigration d'un million de personnes recrutées de préférence en Norvège, en Danemark, en Hollande, en Allemagne.

Par contre, le gouvernement canadien ne veut pas d'Irlandais, et il exclut absolument les juifs russes.

— L'empereur Guillaume a décidé qu'il n'y aura pas d'exposition internationale des beaux-arts à Berlin dans le courant de l'année prochaine. Il a pris cette décision pour éviter toute concurrence à l'exposition internationale qui doit avoir lieu, au printemps prochain, à Munich.

Une fête d'étudiants.

On nous écrit d'Edimbourg, 20 novembre :

M. Goschen, chancelier de l'échiquier, est arrivé ici mercredi, à 11 heures du soir, pour être installé comme lord recteur de l'Université. Un grand nombre d'étudiants l'attendaient à la gare, où il a été accueilli par de chaleureuses acclamations. Un cortège aux flambeaux s'est formé derrière la voiture du ministre et l'a escorté jusqu'à la maison de lord Kyttachy, dont il était l'hôte. Selon leur coutume en pareille circonstance, les étudiants s'étaient déguisés de la façon

D'un geste ample et gracieux, il commença à faire tourner sa main au fond du chapeau, et voici qu'une marée montante de papiers roulés foisonna jusqu'aux bords. Elle déborda bientôt ; les deux plus jeunes demoiselles Barly s'approchèrent avec des corbeilles, et pendant que Léo sautait en retournant le chapeau, définitivement vide, les imprimés furent distribués dans la salle.

On applaudit à tout rompre, mais l'enthousiasme fut un peu alangui par la lecture des papiers mystérieux. C'était une pièce de vers intitulée *Le Sauveur*, et qui commençait :

La mer monte, le jour s'éteint ; toute l'horreur
Des tempêtes de nuit sur les flots en fureur
Se prépare au milieu des hurlements funèbres...
Le naufrage et le deuil planent dans les ténèbres, etc.

Il y avait ainsi une quarantaine de vers, signés A. Bazoché, datés de Paris, vingt-quatre juillet 1890, le mois précédent, imprimés chez G. Chameroi, rue des Saints-Pères, sur très joli papier légèrement teinté.

On les lut, on se les passa et repassa ; mais Léo avait bien fait les choses, il y en avait pour tout le monde, et même il en resta au fond des corbeilles.

Un solo de cornet à piston, joué par un monsieur obèse, fut applaudi sans avoir été entendu ; on ne s'occupait que des vers, et les enfants, les gâteaux en l'air, les pieds perchés sur le barreau de leur chaise, commençaient déjà à le déclamer à demi-voix avec application, lorsque Bellet parut sur la scène.

On l'applaudit de confiance, pour l'encourager. Il salua, passa une main sur son front, jeta les yeux sur le papier manuscrit qu'il tenait, et d'une voix émue s'adressa en ces termes à l'auditoire :

— Mesdames et messieurs, permettez d'abord à un modeste auteur de réclamer votre indulgence. Pris de court il y a deux jours à peine, j'ai essayé de faire de mon mieux, mais le temps m'a manqué pour paraître à mon gré une œuvre dont le seul mérite est une improvisation rapide. Veuillez donc, dans les vers

la plus bizarre. Quelques-uns s'étaient noirci la figure et les mains avec du charbon ; d'autres s'étaient affublés de longs bonnets pointus ou de gibus en carton blanc : une véritable mascarade. En Ecosse, un cortège aux flambeaux, pour être réussi, doit avoir un caractère burlesque.

Hier, à 3 heures, M. Goschen a adressé aux étudiants les discours d'usage dans le *Music Hall*, devant un auditoire de 3000 personnes environ. Il a été introduit par sir William Muir, qui a déchaîné un formidable enthousiasme en prononçant le nom de M. Gladstone, ancien lord recteur. Le sujet traité par M. Goschen dans son discours — qui a duré une heure et demie — était : « L'imagination et ses rapports avec les diverses branches des études universitaires. »

J'ai été vivement frappé par l'attitude des étudiants. Ils n'avaient pas la raideur empressée que prennent leurs collègues allemands dans les solennités académiques ; ils n'avaient pas même la tenue et l'attitude correcte que le plus gouailleur des étudiants français ou suisses n'eût pas manqué d'observer dans une occasion semblable. En attendant l'arrivée du corps professoral, ils ont entonné des chansons que nous appelions en Suisse des chansons de deuxième acte. Puis, la série des discours commencée, ils se sont livrés à de constantes interruptions, parfois de très mauvais goût. Ainsi, M. Goschen ayant prononcé le mot *chat* dans le cours de son speech, des mialements partirent de plusieurs coins de la salle, suivis d'un éclat de rire général. Alors même que les cannes et les parapluies, instruments à l'aide desquels les Ecosseis manifestent en général leurs sentiments, étaient interdits, ces messieurs ont fait un tapage rappelant les plus mauvais jours de la Grenette pendant les fêtes universitaires. Notez bien qu'il ne s'agissait ni d'un banquet ni d'une thèse, mais de la cérémonie la plus solennelle de l'année universitaire : l'installation du lord recteur !

Les journaux d'aujourd'hui reproduisent sans commentaires le verdict du tribunal de Vevy sur l'affaire Burke. Il semble que l'opinion publique soit définitivement éclairée — du moins en Ecosse — au sujet de cette personne, à laquelle les magistrats vevyans viennent d'assigner un domicile plus en rapport avec son éducation et ses procédés que l'honorable hôtel de M. Chessex.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Assemblée fédérale. — A l'ordre du jour de la session qui se réunit le 7 décembre, figurent, outre l'élection du président et du vice-président de la Confédération, des propositions et messages touchant : les frais d'intervention fédérale au Tessin ; le procès pendant devant les assises de Lucerne touchant les élections de 1889 et pour lequel le gouvernement du Tessin demande l'amnistie, — la garantie des lois constitutionnelles de Schwytz et de Zurich (fusion de Zurich et des communes suburbaines) ; — le traitement des fonctionnaires et employés du département militaire ; — une demande de crédit pour acquisition de matériel de guerre, — le budget pour 1892 ; — la création d'un bureau fédéral des titres, — la création d'une régie des allumettes ; — le repos des employés des postes et télégraphes ; — des concessions de chemins de fer Zermatt-Gornergrath, Zermatt-Cervin, Frutigen-Louèche-Viege, Trubschachen-Napf, Langenthal-Wanwy, etc.

Traité de commerce. — La *National Zeitung* dit que les négociations entre l'Italie et la Suisse auront lieu à Zurich.

Central. — Une commission d'experts pour la transformation de la gare de Bâle est actuellement réunie. Elle est composée de MM. Dapples, Fuchs et Thommen, ingénieurs.

Militaire. — Le département organise pour 1892 un cours pour officiers supérieurs des troupes sanitaires.

— Au 31 décembre, les officiers suisses romands dont les noms suivent passeront à la landwehr :

Artillerie : M. le capitaine H. Tronchin, à Lavigny-Aubonne ; MM. les premiers-lieutenants Adolphe Gavillet, à Lausanne ; A. L'Éplattenier, à Lausanne, et Jules Troll, à Genève.

Génie : M. le premier-lieutenant Hermann Cuénod, à Genève.

Troupes sanitaires : M. le capitaine Eug. Revillod, à Genève ; M. le lieutenant-pharmacien Rob. Bosset, à Avenches ; M. le capitaine-vétérinaire Jules Combe, à Vallorbes ; M. le premier-lieutenant-vétérinaire Félix Chevalley, à St-Maurice, à disposition.

Troupes d'administration : M. le capitaine H. Jeanneret, à Lausanne ; M. le premier-lieutenant Samuel Emery, à Corseaux.

Passent au landsturm, à la même date : Artillerie : M. le premier-lieutenant Frossard de Saugy, à Lausanne.

Troupes sanitaires : MM. les capitaines Marc Dufour, à Lausanne ; François Vuillet, à Genève et Maurice Francillon, à Lausanne ; Ed. Hattenlof, à Genève ; M. le premier-lieutenant-vétérinaire Ed. Volmar, à Morat.

Troupes d'administration : MM. les premiers-lieutenants François Guinand, à Colly, et Alf. Jeanneret, à la Chaux de Fonds.

que je vais vous dire, apprécier seulement non la forme, mais le sentiment.

— Bravo Léo, qui était venu s'asseoir au milieu des jeunes gens.

On applaudit, et Bellet, rassuré sur ces dispositions du public, sans oser toutefois jeter les yeux du côté de Lina, commença dans les cordes les plus graves de sa voix :

La mer monte, le jour s'éteint ; toute l'horreur...

Un petit mouvement de surprise agita l'auditoire, et tous les yeux consultèrent le papier imprimé, ce qui produisit un léger bruit pareil à celui du vent dans les feuilles.

...sur les flots en fureur

Se prépare au milieu des hurlements funèbres...

Le bruit du vent dans les feuilles augmenta ; un peu troublé, Bellet regarda la salle : les lorgnons

SECTION VAUDOISE de Zoingue.

6090. La séance anniversaire du Rudi aura lieu le mardi 24 novembre, à 7 1/2 heures précises, à la Tonnelle. MM. les V.-Z. sont cordialement invités à y assister.

Le Comité.

OUVROIR

6134. La vente annuelle de l'Ouvroir, rue Pépinière, 1, Lausanne, aura lieu les premiers et deuxièmes jours d'avance. Cette vente est chaudement recommandée au public.

PATÉS DE FOIE GRAS EN CROUTE

depuis 15 fr. Les commandes quelques jours d'avance. Tous les jours pains au foie gras, 20 cent. pièce, chez

NYFFENEGGER confiseur.

Photographie A. GROSPERRIER

5, Rue Pépinière, 5 LAUSANNE

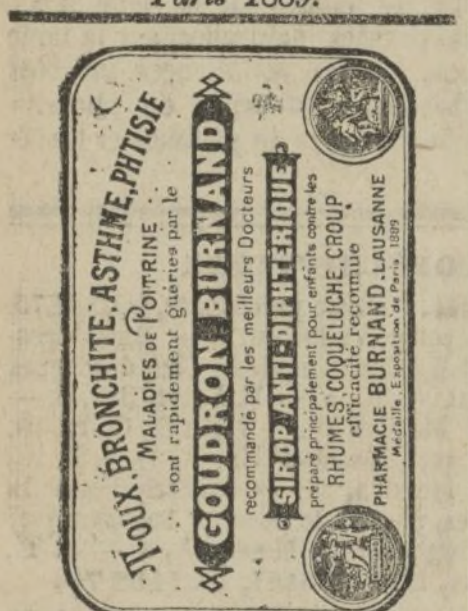
6095. L'atelier est ouvert de 8 heures du matin à 7 heures du soir. Poses de genre. Photographie de nuit, au magnésium. Agrandissements. Reproductions. Portraits. Intérieurs. Paysages.

Arts graphiques. Photographie par abonnement.

MEDAILLE D'OR Exposition Universelle, Anvers 1885 CHOCOLAT



SUCHARD NEUCHÂTEL, Suisse. Médaille d'Or Exposition Universelle Paris 1889.



TOUX GRIPPES Soulagement immédiat et guérison par le SIRAP PECTORAL NICATI

Pharmacie NICATI Palud

CERTIFICATS

6150. Par les médicaments de M. A. KUPFER, herboriste, au Landerson, les personnes atteintes de temps complètement guéries des maladies suivantes: Incontinence rénale (dont ils étaient affectés depuis leur jeunesse). Johann Triffen, de St-Stephan, âgé de 19 ans. Charles Schafroth, Rothlinbach, Bern, âgé de 20 ans. Louise Henni, Schwarzenbourg, âgée de 13 ans. Faiblesse générale, migraine et maux d'estomac. Elise Spieker, de Spiez, âgée de 47 ans. Anna Meier, de Waldenbourg, âgée de 45 ans. Darts opiniâtre, dont il souffrait depuis sa jeunesse, et après avoir consulté en vain d'illustres médecins, au nom de son fils Fritz, âgé de 15 ans. Johann Garo-Tribollet, à Tschugg. UNE DEMOISELLE [6137] partant pour l'Angleterre la première semaine de décembre, désire trouver une compagnie de voyage. Ecrire G. B., pension des Alpes, à Vevey. n503v

UNE DEMOISELLE ALLEMANDE

[6145] de bonne éducation cherche à se placer au pair dans une bonne famille, soit comme demoiselle de compagnie ou auprès de jeunes enfants pour enseigner l'allemand et la musique. S'adresser à Mme Müller-Thibaud, pensionnat, Boudry.

GRANDE TOMBOLA DE VÉLOCIPÈDES

organisée par le

Vélo-Club de Vevey-Montreux

avec l'autorisation des autorités.

5000 BILLETS A 1 FR.

6 machines neuves d'une valeur totale de 3635 fr.

Pour prospectus détaillés et billets, s'adresser au Vélo-Club de Vevey-Montreux, à Vevey. n502v-6100

BANQUE FÉDÉRALE CAPITAL: 30,000,000. GENÈVE, 11, RUE PETITOT, 11.

3915. Avances sur valeurs cotées à la Bourse, renouvelables tous les 3 mois. Intérêt, 4 1/2 %. Sans commission. n5683x

Librairie H. Tremblay, Corrairie 4, Genève.

Bonnelle. Manuel du jardinier. 1 vol. in-12 br. 4 fr. 25
Baillet. L'arboriculture moderne. 1 vol. in-12 br. 1 fr. 25
Boutet Thonin et Boillard. Manuel illustré de la taille des arbres fruitiers. 1 vol. in-12 br. 2 fr. 50
Bois, D. Le petit jardin. 1 vol. in-12 cart. toile. 4 fr.
Bonnier et de Lays. Petite flore des écoles. 1 vol. in-12 cart. 4 fr. 50
Bonnier. Leçons de choses sur les végétaux. 1 vol. in-12. cart. 2 fr. 25
Bouvier (D). Flore des Alpes, de la Suisse et de la Savoie. 1 fort vol. in-12 br. 12 fr.
Bouvier (D). Clé de la flore de Suisse et de Savoie. 1 vol in-12 broché. 4 fr.
Chaudé. Botanique descriptive. 1 vol. in-12 br. 2 fr.
Du Breuil (M.-A.). Les vignobles et les arbres à fruits à cidre. 1 vol. in-12 br. 6 fr.
Fornet. La taille des arbres fruitiers. 1 vol. in-12 br. 3 fr. 50
Fournier (V). Le jardinier potager. 1 vol. in-12 br. 4 fr. 50
Fournier (V). Le jardinier fleuriste. 1 vol. in-12 br. 3 fr.
Fournier et Baillet. Le jardinier moderne. 1 fort volume in-12. 5 fr.
Fleuriot (Céline). Le jardinier des dames. 1 fort volume broché. 2 fr. 50
Heuzé (G.). La pratique de l'agriculture. 2 vol. in-12. 7 fr.
Heuzé (G.). La petite culture agricole, légumière et fruitière. 1 vol. in-12 br. 3 fr. 50
Hofer (D). Dictionnaire de botanique pratique. 1 vol. in-12 br. 5 fr.
Issartier (D. Henry). Culture des arbres fruitiers à tout vent. 1 vol. in-12 cartonné. 60 cent.
Jamin. Vade-Mecum du chasseur de champignons. 1 vol. in-8°. cart. 3 fr.
Jardiner (un). Manuel théorique et pratique d'horticulture. 1 vol. in-12 broché. 3 fr.
Laurentie (Clé de la). Plantation et greffage des vignes américaines. 1 vol. in-12 br. 4 fr. 25
Léclat et de Lalande. Les cours d'eau. — Hydrologie. Législation. 1 vol. in-12 br. 3 fr. 50
Lucas. Manuel du jardinier fleuriste. 1 vol. in-12 br. 2 fr.
Lambert (Ed). Traité pratique de botanique. 1 vol. in-12 broché. 3 fr.
Marchand (Henry). Tu seras agriculteur. 1 vol. in-12 cart. 4 fr. 60
Manuel du bouvier et du berger. 1 vol. in-12 br. 2 fr.
Martel. Guide élémentaire pour les herborisations. 1 vol. in-12 cart. 1 fr. 50
Payot (V.). Les Fougères des environs du Mont-Blanc. In-12 br. 1 fr.
Payot (V.). Les Muscinées des Alpes pennines. In-12 br. 2 fr.
Promenades botaniques. Itinéraire du jeune botaniste dans le canton de Genève et les contrées voisines. In-18 br. 4 fr.
Recht, (D). Manuel de l'herboriste. 1 vol. in-12 br. 1 fr.
Riquet, Franc et Gassend. La première année d'agriculture. 1 vol. in-12 cart. 1 fr. 50
Renard, (A.). Amendements et engrais. 1 vol. in-12 br. 3 fr. 50
Rousselon. Le jardinier pratique. 1 vol. in-12 br. 3 fr. 50
Rousselon. Le jardinier des petits jardins. 1 vol. in-12 br. 2 fr. 50
Vilmorin-Andrieux. Les légumes usuels. 2 vol. in-12 br. 7 fr.
Ysabeau, (A.). Leçons élémentaires d'agriculture. 1 vol. in-12 cart. 2 fr.

NOUVELLE COLLECTION de 25 CHŒURS D'HOMMES populaires et artistiques par HENRI GIROUD

Chaque chœur séparé 30 cts. — par 20 exempl. 25 cts.

La collection complète forme un beau volume relié de 150 pages gr. format contenant, pour chaque chœur, une notice donnant toutes les indications relatives à l'étude et à l'exécution: mouvements, nuances, style, interprétation, effets divers, plus une préface sur le chant choral.

Prix: frs. 3.50.

Adresser les commandes à l'auteur, à St-CROIX (Vaud).

Catalogue et spécimens gratuits sur demande.

La précédente collection ne sera pas réimprimée.

AU BON MARCHÉ

PARIS Maison Aristide BOUCICAUT PARIS

Magasin de Nouveautés réunissant dans tous leurs articles le choix le plus complet, le plus riche et le plus élégant.



Le système de vendre tout à petit bénéfice et entièrement de confiance est absolu dans les Magasins du BON MARCHÉ.

Le Catalogue des Nouveautés de la Saison d'Hiver vient de paraître, il est envoyé, franco, à toutes les personnes qui en font la demande. Le BON MARCHÉ expédie également, sur demande et franco, des Échantillons variés de ses tissus, ainsi que des Albums de ses modèles d'Articles confectionnés.

La Maison du BON MARCHÉ possède des assortiments considérables, et il est reconnu qu'elle offre de très grands avantages, tant au point de vue de la qualité que du bon marché réel de toutes ses marchandises.

La Maison du BON MARCHÉ fait des expéditions dans le monde entier et correspond dans toutes les langues.

Tous les envois (autres que les meubles et objets encombrants) sont faits franco à partir de 25 francs.

Les droits de douane sont à la charge des clients.

Le BON MARCHÉ (PARIS) n'a ni Succursale, ni Représentant, et prie ses clients de se mettre en garde contre les marchands qui se servent de son titre.

Les magasins du BON MARCHÉ sont les plus grands, les mieux agencés et les mieux organisés du monde; ils renferment tout ce que l'expérience a pu produire d'utile, de commode et de confortable, et sont, à ce titre, une des curiosités de Paris.

PUBLICITÉ DANS LA SUISSE FRANÇAISE

CHAUX-DE-FONDS: JOURNAL SUISSE DES BOULANGERS ET CONFISEURS.
DELEMONT: DÉMOCRATE.
FRIBOURG: JOURNAL DE FRIBOURG. CONFÉDÉRÉ.
LE MESSAGER.
GENÈVE: JOURNAL DE GENÈVE. GENEVOIS.
FEUILLE DES AVIS OFFICIELS. COURRIER DE GENÈVE.

LAUSANNE: GAZETTE DE LAUSANNE. NOUVELLISTE VAUDOIS. L'ESTAFETTE (Journal du matin.) JOURNAL DES ÉTRANGERS. FEUILLE D'AVIS.
MONTREUX: LE PAYS.
SAINT-IMIER: LE JURA BENOIS.
SION: GAZETTE DU VALAIS. WALLISER BOTE. CONFÉDÉRÉ DU VALAIS.

PUBLICITÉ DANS LA SUISSE ALLEMANDE

BALE: ALLGEMEINE SCHWEIZER ZEITUNG.
BERNE: BUND. ANZEIGER DER STADT BERN. TAGBLATT. BOTE UND BAUERNZEIT. SCHW. LANDWIRTSCHAFT. C. BLATT.

COIRE: FRÈRE RHETIER.
DAVOS: DAVOSER BLETTER. DAVOSER ZEITUNG. P. FREMDENLISTE. PRAT. FORSTWIRTH. STADT ANZEIGER.

ST-GALL: STADT ANZEIGER.

PUBLICITÉ EN ITALIE

GÈNES: ANNUAIRE GÉNÉRAL D'ITALIE. COLOMBO.
MILAN: IL SECOLO (tirage quot.: 200,000 ex.)
NAPLES: CORRIERE DI NAPOLI.
ROME: LA TRIBUNA (100,000 ex.) FANFULLA.

TURIN: GAZZETTA PIEMONTESE. INDICATEURS OFFICIELS DU ROYAUME D'ITALIE.
VENISE: L'ADRIATICO. LA GAZETTA DI VENEZIA. LA VENEZIA.

S'adresser exclusivement à l'agence de publicité

HAASENSTEIN ET VOGLER

Lausanne, Montreux, Vevey, Sion, Genève, Fribourg, Neuchâtel, Delémont, Porrentruy, Chaux-de-Fonds, St-Imier, Bâle, Berne, Zurich, etc., etc.

Catalogue, traduction et devis de frais gratuits.

Insertions dans toutes les autres feuilles vaudoises, suisses et étrangères.

LA BALOISE
Compagnie d'assurances sur la VIE et contre les ACCIDENTS
fondée à Bâle en 1864.
BRANCHE VIE

| | |
|---|-----------------|
| Etat des assurances en 1890. | Fr. 116,500,000 |
| Capital social (1 million versé, 9 millions oblig.) | 35,000,000 |
| Garanties { Réserves | 25,000,000 |
| Règlement d'assurances depuis la fondation | 35,000,000 |

Polices incontestables après 5 ans, le capital payable en totalité, même en cas de suicide, duel, etc., innovations d'une importance capitale pour la famille et pour les polices servant de garantie.

Les contrats de 3 ans ne sont pas annulés par la cessation du paiement des primes, mais convertis en polices libérées sans qu'il soit besoin d'un avis.

Déjà de 30 jours pour le paiement des primes et de 3 mois pour les restitutions de police, sans nouvel examen médical.

Voyages d'outre-mer permis dans une large mesure sans surprise.

Opérations de LA BALOISE: Assurances en cas de décès, assurances mixtes et à terme fixe; assurance de dot et de prévoyance pour la vieillesse, rentes viagères, etc.

S'adresser à M. DUNKEL, agent général, à Lausanne, rue Centrale 3, et à MM. les agents de La Baloise pour le canton de Vaud.

BRANCHE ACCIDENTS

Assurances individuelles contre les accidents corporels moyennant une prime très modique. — Agence générale pour la Suisse romande: Jules PHILIPPE, 8, quai Pierre-Fatio, Genève.

Naturwasserdichte
Loden-Mäntel.
Loden-Anzüge.
Loden-lappen.
Loden-Hüte.
Loden-Stoffe.

Illustrirte Preis-Courants gratis & franco.

HERMANN SCHERRER
5345 Zum Kamelehof n3403x
St-Gallen.

PLUS DE NÉVRALGIES

Migraines, Névroses
Guérison certaine par les Dragées des Prémontres à base de Valériane de zinc et des principes actifs du Quinquina

DÉPOT GÉNÉRAL en la SUISSE: M. BURKEL & Co, drog., à Genève
Envoi franco contre 3 francs en timbres ou mandat-poste.
Détail dans les bonnes pharmacies.

VILLA SANITAS

Pension suisse, nouvellement installée; confortable; prix modérés. Tenue par

Mme A. Dahinden & Mlle L. Burgi NERVI-GÈNES

De bons cigareurs et cigareuses pour la façon française, sont demandés par

J. Thierry & Cie, Bâle. n36770-6011

Vente immobilière.

Le lundi 30 novembre 1891, à 3 heures de l'après-midi, dans la salle de la Justice de Paix, Palud 2, à Lausanne, les biens de Jean-Henri Larpin exposés en vente, aux enchères publiques, sous autorité de justice, vu la minorité de l'un des intéressés, l'immeuble qu'ils possèdent dans la commune de Lausanne, désigné au cadastre comme suit:

Rue du Grand St-Jean.
Art. fol. N° 1887 2 171 Hangar, 12 30
» 172 Place, 30 44
» 173 Maison d'habitation et magasin, 12 30
Mise à prix, fr. 15000.
Revenu, fr. 1100.
Les conditions de vente sont déposées au Greffe de Paix et en l'étude du notaire Fornerod, rue St-François 2, à Lausanne.
Lausanne, 10 novembre 1891.
Le Juge de Paix: (signé) S. Gay.

OLD Only fashionable English English tailors OLD
TANGELAUS
Sur mesure PANTALONS COMPLET
5524 19.50 85.00

On achèterait

[6113] un poney corse, cheval sans défauts. Ecrire sous Hc 9174 X, à MM. Haasenstein & Vogler, Genève.

ESCARGOTS

6135. A vendre des escargots de vignes, à 60 cent. le kilo, contre remboursement. Expédie depuis 30 kilos. S'adres. à Vallotton, à Ardon.

A vendre d'occasion Belle Orfèvrerie

garantie ancienne (argent fin 1^{er} titre)

[6048] suisse, française, anglaise, etc. Beaux plats Louis XV, ovales et ronds, assortis, plateaux, bouillottes, bols, soupières, légumes, sauciers, théières, cafetières, pots à lait, sucriers, paniers à pain, huiliers, chandeliers, candelabres, encriers, etc.
Magnifique choix en diamants d'occasion. S'adres. à C. DICK, orfèvre, à Vevey.

A VENDRE M-ACULATURE

(JOURNAUX)
20 cent. par kilo.
Agence de publicité
Haasenstein & Vogler
24, Place Palud 24.

COUPÉ

léger, en bon état, à vendre, chez

Ravenel, rue des Eaux-Vives 39, Genève. n3132x-2264

UN JOLI COUPÉ

[5925] léger, ainsi que plusieurs landaus, calèches, mylords, breacks, cabriolets, etc., neufs et de rencontre, chez

Fr. Keller, fab' de voitures, Linde, Berne.

A VENDRE

[6086] 3 petits chiens de 2 mois, pure race St-Bernard, et une chienne âgée de 3 ans.

Pour prix et conditions, s'adres. à Mme Vve Gaillard, hôtel, Orléans.

A LOUER A VEVEY

[5881] de suite, bel appartement meublé, de 8 à 9 pièces (1^{er} étage), bien situé, au centre de la ville, jouissance d'un balcon et d'un jardin.

S'adresser à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne, sous C 42390 L.

A LOUER

MEUBLÉE

[5768] pour le 15 décembre la campagne FANTASIE, à Pierreux Portay, composée de 12 pièces, écurie, jardin et dépendances. Belle vue sur le lac et les Alpes. S'adresser à MM. Girardet Brandenburg & Cie, place St-François 6, Lausanne.

Commerce à remettre.

6149. Pour cause de départ, à remettre immédiatement un commerce de marchandises d'une manipulation agréable, n'exigeant pas de connaissances spéciales et dont la vente est assurée et rémunératrice. Reprie, fr. 20 à 25,000.

Recommandé: M. Emile Recordon, négociant, ou G. Ador, notaire, à Ste-Croix (Suisse).

BONNE

après de deux enfants et qui aide au ménage.

Offres, avec photographie, sous chiffre S 13046 L, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne. 6152

POUR HOTELIERS

6109. Un homme sérieux, capable, connaissant les langues, ancien premier sommelier, désire engagement comme gérant d'un hôtel. Il louerait aussi un hôtel-pension. Meilleures références sont à disposition.

Offres sous chiffre E 12938 L, à l'agence de publicité Haasenstein & Vogler, Lausanne.

A VENDRE

[6066] dans une jolie localité des bords du lac Léman, près d'une gare, un immeuble servant d'hôtel-restaurant. Conditions de prix et de paiement avantageuses. S'adresser à M. le notaire Brélaz, à Morges.

A LOUER

[6082] aux portes de Genève, face au Mont-Blanc, belle villa confortablement meublée avec calorifère, écuries, etc. Jardinier-convierge. Beau parc baigné par le lac.

S'adres. C. Bory, régiss., 21, Corrairie, Genève. 6082

Epuration à vapeur

Désinfection de chambres de malades. Assainissement d'objets de literie, meubles, vêtements et couvertures.

Tarif à disposition. 1048

Louis PERRIN, tapissier, BON-SOL

Montebon, Lausanne. TÉLÉPHONE